

SYNDICAT L'union départementale a tenu son congrès, hier, à Champhol

FO 28 en ordre de marche pour la rentrée



ESPACE JEAN-MOULIN. Éric Jarry (à gauche), secrétaire général de FO 28, et Yves Veyrier, secrétaire général de la confédération FO (à droite), ont écouté les préoccupations des délégués du syndicat.

Yves Veyrier, secrétaire général de la confédération Force ouvrière, a présidé le congrès de l'Union départementale d'Eure-et-Loir, organisé, hier, à l'espace Jean-Moulin de Champhol.

Plus de 200 délégués se sont réunis pour élire les nouvelles instances départementales et définir l'orientation de l'année à venir, après quatre ans de mandat, le congrès prévu en 2020 ayant été annulé.

En Eure-et-Loir, FO est le deuxième syndicat le plus représentatif du département avec des délégués dans de nombreux secteurs d'activité (santé, industrie, aide à domicile, éducation nationale, etc.) mais aussi une forte présence féminine puisque sur les vingt-huit élus de l'Union départementale, douze sont des femmes.

« Depuis le début de la crise sanitaire, beaucoup de salariés qui n'avaient pas de syndicat dans leur entreprise sont venus nous demander des conseils, souligne Éric Jarry, secrétaire général de l'Union départementale FO 28. Actuellement, on a

beaucoup d'interrogations sur le pass sanitaire, la vaccination obligatoire dans certains métiers, les accords de télétravail, etc. »

Grève le 5 octobre

Des préoccupations relayées par les participants au congrès d'hier et qui rejoignent ce qu'Yves Veyrier peut entendre au niveau national : « Nous sommes confrontés depuis trop longtemps à des politiques qui mettent les questions économiques devant les questions sociales. Les retraites, la réforme de l'assurance chômage, la revalorisation des salaires dans certains secteurs d'activité, sont les grands dossiers de cette rentrée. »

Et c'est pour défendre les droits des salariés face au gouvernement que FO donnera un signal fort en s'associant avec la CGT, la FSU et Solidaires, à une journée nationale de manifestation et de grève, mardi 5 octobre.

« On nous dit que la reprise est là mais pas pour tout le monde, conclut Yves Veyrier. La réforme des retraites, nous n'en voulons pas. Et augmenter les salaires est une question de justice. »